

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 27 janvier 2025

Références : DREAL/2025D/616  
Code AIOT : 0005201713

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 décembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOCADOUR**

1470, Avenue du Maréchal Juin  
40000 Mont-de-Marsan

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 décembre 2024 de l'établissement LOCADOUR implanté au 1470 avenue du Maréchal Juin sur la commune de Mont-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

LOCADOUR  
1470, Avenue du Maréchal Juin - 40000 Mont-de-Marsan  
Code AIOT : 0005201713  
Régime : Déclaration avec contrôle  
Statut Seveso : Non Seveso  
IED : Non

Installation de réparation et d'entretien d'engins et de matériels à moteur de chantier déclarée le 30 mai 1995.

La présente inspection avait pour but de contrôler l'état du parc à l'arrière des bâtiments. L'atelier et les bâtiments n'ont pas été contrôlés.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Demande d'action corrective	3 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a modifié les conditions d'entreposage des huiles usagées et des batteries suite à l'inspection.

Cependant, une partie du parc semble délaissé avec des engins et matériels hors d'usage. D'autres déchets sont également présents (bouteilles de gaz, pneumatiques, ferrailles). Un nettoyage de certaines parties du site est à prévoir.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, Nomenclature ICPE

**Prescription contrôlée :**

Tableau de nomenclature ICPE

Récépissé de déclaration du 30 mai 1995 au titre de la rubrique 2930 (ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, surface de 1 400 m²).

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de batteries usagées d'engins dans 7 bacs en acier remplis d'eau, en attente d'évacuation (chargement d'un camion). Au même endroit, une vingtaine de fûts de 200 litres remplis d'huile usagée étaient présents, dont un présentant d'importantes égouttures sur le couvercle, le long du fût et au sol et un autre plein et sans couvercle, ainsi que 2 GRV à moitié plein et une dizaine de palbox avec couvercles pour déchets dangereux. La zone n'est pas imperméabilisée, ne dispose pas de rétentions et n'est pas abritée.

Par courriel du 6 janvier 2025, l'exploitant a transmis une photographie de la nouvelle zone d'entreposage des batteries et des huiles usagées sous auvent, sur dalle béton et sur rétention.

Par ailleurs, sur toute l'emprise foncière, à l'arrière des bâtiments dédiés à l'entretien et la réparation, il a été constaté la présence de nombreux engins et machines de chantier. D'après l'exploitant, ce matériel de rebut des agences de location du groupe est progressivement réparé pour être revendu, voire directement revendu en l'état à l'étranger. En effet, des sociétés rachètent des lots et organisent leur transport par conteneurs maritimes, LOCADOUR les charge. Certains peuvent servir pour pièces détachées (au moins le moteur). Pourtant d'autres sont dans un état fortement dégradé et leur réemploi semble impossible. Dans le doute, l'inspection ne demande pas leur ferrailage.

Enfin, au fond du site, il a été constaté une vingtaine d'anciennes bouteilles de gaz, une trentaine de roues avec pneumatiques, un tas de pièces détachées et de ferrailles, et, de l'autre côté de la clôture, d'autres pièces détachées et ferrailles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de trier, sous 3 mois, les engins, matériels et pièces détachées présents sur le parc. Dans le même délai, il procède au nettoyage du site et à l'évacuation en filière autorisée de tous ceux qui sont hors d'usage. Il transmet les justificatifs à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois